Constructivisme, identités et rôles : analyse comparative des réponses apportées par l'Iran et la Turquie au Printemps arabes

Vincent Eiffling

Doctorant – Chercheur au CECRI (UCL) ; Chercheur associé au CREC (Saint-Cyr)

Communication réalisée dans le cadre du colloque ISPOLE (UCL) 15-16 mai 2014

La fin de la guerre froide a contribué à ranimer le débat inter-paradigmatique au sein de la discipline des relations internationales. Ce sont essentiellement les approches réalistes et systémiques qui se sont vu critiquer par un nouveau courant, le constructivisme, au début des années 90. Parmi les cibles de ces critiques figurent les théoriciens tenant de l'approche néoréaliste, lesquels stipulent que le comportement des Etats ne répond qu'à la loi objective de la poursuite de l'intérêt national défini en terme de sécurité et ayant pour seule finalité de garantir la survie de l'Etat au regard des contraintes systémiques qui structurent son environnement¹. Cette approche est rejetée par le constructivisme qui propose une théorie structurelle du système international axée autour de trois grands principes : (1) l'Etat est la principale unité d'analyse des relations internationales, (2) les structures clés du système interétatique sont intersubjectives plutôt que matérielles, et (3) les identités de l'Etat ainsi que ses intérêts se construisent au travers de structures sociales². Les constructivistes ne reconnaissent donc pas la conception universellement objective et homogène de l'intérêt national faisant fi des caractéristiques intrinsèques à chaque Etat. Ainsi selon A. Wendt, l'intérêt national d'un Etat ne peut être désolidarisé de ses perceptions³. Cette assertion n'est que le corollaire du principe constructiviste selon lequel les Etats possèdent des identités propres, déterminées par leur vision d'eux-mêmes, et qui façonnent leur perception du monde. Pour les réalistes, l'identité s'apparente avant tout à une sorte d'idéologie susceptible d'être instrumentalisée par les décideurs afin de justifier des politiques servant leurs propres intérêts égoïstes⁴. Au contraire de cette affirmation, toujours selon A. Wendt, les identités d'un Etat influencent ses croyances, et par la même, ses désires ; la combinaison de ces deux variables intervenant *in fine* sur la conduite de sa politique étrangère⁶.

Sur base de cette approche constructiviste, le présent working paper propose une analyse comparative des positions de l'Iran et de la Turquie vis-à-vis du déclenchement du printemps arabe au regard de leurs identités étatiques respectives. L'objectif est ici de déterminer dans quelle mesure les perceptions et interprétations de Téhéran et

¹ WALTZ K.N., *Theory of International Politics*, Waveland Pr Inc, 2010, p.134.

² WENDT A., "Collective Identity Formation and the International State", in *The American Political Science Review*, Vol. 88, No. 2, June 1994, p. 385.

³ WENDT A., *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999, p. 234.

⁴ MORGENTHAU H. J., *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace (7th ed.)*, McGraw Hill, 2006, p. 198.

⁵ Pour une lecture approfondie sur le sujet de l'instrumentalisation de l'identité en tant qu'idéologie, voir : MALESEVIC S., *Identity as Ideology*, Palgrave Macmillan, 2006, 294 p.

⁶ WENDT A., *Social Theory of International Politics*, Op. Cit, p. 231.

d'Ankara à l'égard des soulèvements de la rue arabe se retrouvent conformes ou non aux caractéristiques de leurs identités étatiques.

Le concept d'identité peut prendre plusieurs définitions selon le point de vue adopté⁷. Le débat conceptuel n'étant pas clos, il convient de s'accorder clairement sur ce que nous entendons lorsque nous nous référons à la notion d'identité. En dépit des multiples définitions qui entourent ce concept, la majorité d'entre elles fait référence à un lien relationnel du « soi » par rapport à « l'autre »⁸. Pour les constructivistes, l'identité est avant tout choisie, inventée, plutôt qu'innée⁹. Pour Wendt, l'identité est profondément subjective et ancrée dans la compréhension qu'un acteur a de lui-même¹⁰. Cette auto-perception ne se cantonne pas à des caractéristiques endogènes d'ordre personnel ou psychologique. Elle est également sociale, profondément influencée par les interactions et les relations entretenues avec « les autres »¹¹. Par ailleurs, en interagissant et en participant au travers d'un contexte communautaire ou institutionnel, les acteurs s'attribuent un rôle qui induit lui-même une identité¹². En conséquence, cette dernière peut être multiforme ou, autrement dit, plusieurs identités peuvent coexister simultanément dans la perception qu'un acteur a de lui-même¹³. Ces multiples identités peuvent s'harmoniser et se renforcer mutuellement mais elles peuvent également rentrer en conflit les unes avec les autres. Une hiérarchisation peu éventuellement permettre de résoudre les problèmes liés à ces possibles conflits en déterminants quelle identité – et par là-même quel intérêt – se voit accorder la primauté au regard d'une situation donnée. Cela signifie donc que cette hiérarchisation n'est en rien définitive. Elle est au contraire fluctuante et dépendante de l'environnement conjoncturel. A l'instar de ce procédé de hiérarchisation, les identités elles-mêmes ne sont également pas figées. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles ne présentent pas un certain degré de persistance à travers le temps, mais bien qu'elles sont susceptibles d'évoluer au gré des variations perceptuelles qu'un acteur a de lui-même, et ce au regard de ses caractéristiques endogènes et des facteurs exogènes qui structurent son environnement. Ainsi, comme le remarque W. Connolly, tout comme les communautés et les sociétés, les Etats sont également engagés dans un perpétuel débat au sujet de leurs identités¹⁴.

En transposant ces principes issus de la psychologie et de la sociologie au champ d'étude des relations internationales, l'approche constructiviste effectue une démarche anthropomorphique en faisant de l'Etat un acteur téléologique¹⁵. A. Wendt identifie cependant trois limites à cette démarche : (1) les Etats sont moins unitaires que les individus, (2) il est généralement plus facile de déterminer les intentions d'un Etat et par

⁷ BERNSTEIN M., "Identity Politics", in *Annual Review of Sociology*, Vol. 31, 2005, pp. 47-48.

⁸ Sur le débat conceptuel concernant la définition de l'identité, voir notamment : McCALL G., *Identities and Interactions*, Free Press, 1978 ; LAPID Y., *The Return of Culture & Identity in Ir Theory*, Lynne Rienner Pub, 1995.

⁹ MALONEY S., "Identity and change in Iran's Foreign Policy", in TELHAMI S. (ed.), BARNETT M. (ed.), *Identity and Foreign Policy in the Middle East*, Cornell University Press, 2002, p.p. 90-92.

¹⁰ WENDT A., *Social Theory of International Politics*, Op. Cit., p. 224.

¹¹ TELHAMI S. (ed.), BARNETT M. (ed.), *Identity and Foreign Policy in the Middle East*, Cornell University Press, 2002, p.8.

¹² LEBOW R. N., *A Cultural Theory of International Relations*, Cambridge University Press, 2008, p. 562.

¹³ LEBOW R. N., Op. Cit., p. 563.

¹⁴ CONNOLLY W., *Identity/Difference*, Princeton University Press, 1991, p. 204.

¹⁵ WENDT A., "The State as Person in International Theory", in *Review of International Studies*, Vol. 30, No 2, April 2004, p. 295.

extension de prédire son comportement que dans le cas d'un individu¹⁶, et (3) la palette des stratégies et moyens d'interaction dont dispose un Etat est plus large que celle d'un individu¹⁷.

A. Wendt identifie également quatre sortes d'identité se rattachant à l'Etat : (1) la *personal or corporate identity*, (2) la *type identity*, (3), la *role identity* et (4), la *collective identity*¹⁸. Ces identités sont à la base de valeurs, de croyances, de normes et d'idées, collectivement produites et reproduites de manière intersubjective et qui affectent les décideurs dans leur définition de l'intérêt de l'Etat de même que dans leur conception de ce qui est légitime ou illégitime d'entreprendre sur la scène internationale¹⁹. L'identité peut donc faire émerger des préférences de choix en matière de politique étrangère. De même, l'identité constitue un terrain culturel qui conditionne le possible – en terme d'action – au regard de la perception du présent en affectant la marge de manœuvre des décideurs. La compréhension de l'identité et de son impact sur la politique étrangère d'un Etat demande dès lors une interprétation contextuelle qui va au-delà de la simple classification attributive²⁰.

Si ces éléments nous permettent d'ores et déjà mieux conceptualiser la notion d'identité d'un Etat, il convient de préciser que celle-ci se distingue d'une autre construction identitaire, à savoir l'identité nationale. De ce point de vue, la nation et l'Etat sont donc analytiquement distincts. Comme le souligne Anthony Smith : « The state refers exclusively to public institutions, differentiated from and autonomous of, other social institutions and exercising a monopoly of coercion and extraction with a given territory. The nation, on the other hand signifies a cultural and political bond, uniting in a single political community all who share a historic culture and homeland. This is not to deny some overlap between the two concepts, given their common reference to a historic territory and (in democratic states) their appeal to the sovereignty of the people »²¹. Le concept d'identité nationale se rattache donc à un groupe de personnes qui aspirent à – ou possède déjà – une patrie historique, partage une histoire et des mythes communs, ont des droits et des devoirs légaux pour tous les membres, et partagent des particularismes qui les distinguent des autres²²²³. Cela dit, ces définitions théoriques renvoient à des idéaux-types que l'observation empirique tend à relativiser²⁴. Ainsi, une identité nationale peut très bien exister en dehors d'un Etat tout comme plusieurs identités nationales peuvent coexister au sein d'un même Etat. Pareillement, tout comme l'identité de l'Etat est à même d'influencer sa politique étrangère, il en va de même pour la (les) identité(s) nationale(s) qui existent au sein dudit Etat. Face à une situation donnée, ces deux identités peuvent être en concordance quant à leur interprétation de la situation et de la réponse – en terme d'action politique – à y

¹⁶ Comme le souligne A. Wendt, cette assertion est particulièrement vérifiée dans le cas des Etats démocratiques.

¹⁷ WENDT A., *Social Theory of International Politics*, Op. Cit., pp. 222-223.

¹⁸ WENDT A., *Social Theory of International Politics*, Op. Cit., pp. 224-230.

¹⁹ BARTHE S., DAVID C.-P., "La politique étrangère", in BALZACQ T., RAMEL F., *Traité de relations internationales*, Sciences Po., 2013, p. 923 - 924.

²⁰ MALONEY S., Op. Cit., p.92.

²¹ SMITH A., *National Identity*, University of Nevada Press, 1991, pp. 14-15.

²² SMITH A., *Nationalism (2th ed.)*, polity, 2010, empl. 332 - 495 (kindle ed.).

²³ Le concept d'identité nationale est également à distinguer de celui d'identité ethnique. Pour une lecture approfondie sur le sujet, voir : SMITH A., *Nationalism (2th ed.)*, Op. Cit., empl. 311 - 426 (kindle ed.).

²⁴ SMITH A., *Nationalism (2th ed.)*, Op. Cit., empl. 410 (kindle ed.).

apporter. Mais elles peuvent aussi être modérément ou totalement en contradiction. Ce dernier scénario est susceptible de mettre l'Etat dans une situation précaire et potentiellement crisogène. Soit il tient compte de cette divergence qui devient dès lors une contrainte endogène à sa liberté d'action²⁵, soit il tente de présenter les faits sous un angle plus à même de concilier les différences et de justifier son action, soit il peut tenter d'entreprendre des mesures afin de faire évoluer la (les) identité(s) divergente(s) vers une redéfinition plus en adéquation avec sa propre identité. En cas d'échec, cette dernière possibilité présente le risque d'exacerber le conflit identitaire entre Etat et nation(s), si bien qu'à l'extrême, cela peut engendrer un mouvement révolutionnaire susceptible de modifier de manière substantielle les identités de l'Etat²⁶. Aussi, bien que les identités nationales puissent être analytiquement indépendantes des identités étatiques à un moment donné, le caractère par essence évolutif des identités tend à reconnaître une influence mutuelle entre les deux concepts au cours du temps. Cette dynamique est reconnue par le constructivisme dans la mesure où les interactions sociales qui définissent l'identité étatique de manière intersubjective peuvent tout aussi bien se dérouler au niveau international qu'au niveau domestique²⁷. A. Wendt reconnaît ainsi le nationalisme comme étant une identité sociétale collective susceptible de façonner l'identité et les intérêts d'un Etat en fonction de l'intensité de la relation qui lie ce dernier à sa société²⁸.

Nous pouvons dès lors synthétiser les fondements de l'approche constructiviste comme suit : (1) les identités étatiques sont façonnées par les perceptions qu'un Etat a de lui-même au regard de son environnement domestique et de son environnement international. (2) Ces identités déterminent à leur tour les perceptions de l'Etat à l'égard du monde extérieur, lesquelles définissent les intérêts nationaux qui guident les actions de la politique étrangère, dont la somme fait évoluer le système international, lequel peut à son tour modifier les identités de l'Etat²⁹.

Cela dit, bien que le constructivisme fasse la part belle au concept d'identité pour expliquer le comportement des Etats sur la scène internationale, il présente cependant la faiblesse de ne pas proposer des règles universelles et reproductibles indépendamment des caractéristiques intrinsèques à chaque Etat. Du fait de ce particularisme qu'il accorde aux acteurs du système international, il augmente dans le même temps la complexité de la prédictibilité de l'action étatique. Cela dit, les apports des constructivistes au développement conceptuel de l'identité étatique pourraient fort bien s'avérer complémentaire aux théories cognitives de la prise de décision³⁰.

De nombreux problèmes méthodologiques se posent également quant à la pertinence de l'utilisation de l'identité en tant que variable indépendante pour l'étude des relations

²⁵ Ce premier scénario est plus à même d'être rencontré dans les régimes de nature démocratique, lesquels sont généralement plus enclin à tenir compte de l'opinion publique au sein de leur processus décisionnel que les régimes autoritaires.

²⁶ La dynamique ayant conduit à la révolution islamique de 1979 en Iran constitue un excellent exemple de ce dernier scénario.

²⁷ WENDT A., "Collective Identity Formation and the International State", Op. Cit., p. 385.

²⁸ WENDT A., "Collective Identity Formation and the International State", Op. Cit., p. 387.

²⁹ BARTHE S., DAVID C.-P., Op. Cit., p. 923.

³⁰ A ce sujet, voir : HOUGHTON D. P., Reinventing the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach, in *Foreign Policy Analysis*, Vol. 3, No. 1, 2007, pp. 24-45.

internationales³¹. En effet, comment ces identités sont-elles concrètement construites, et comment les définir, les mesurer ou encore les identifier³² ? Aussi, bien que la typologie de Wendt puisse permettre de mieux saisir l'auto-perception d'un Etat, elle demeure surtout un moyen explicatif de l'action politique à posteriori³³. De même, cette typologie est avant tout une typologie *des sortes d'identités* et non *des identités*. A l'heure actuelle, le concept demeure trop vague et les possibilités identitaires trop nombreuses que pour rattacher un type d'identité à la prédictibilité d'un type de comportement³⁴. En partant du principe que les identités sont composées de normes sociales et comportementales qui s'attachent à des rôles, Amy L. Catalinac propose une démarche plus à même d'être pertinente dans le cadre d'une analyse comparative³⁵. Elle définit ces normes comme étant : « [...] essentially constitutive rules that define one's social identity and lead others to recognize it; identity is thus linked to behavior via the performance of roles »³⁶. Dans la suite de cette analyse, nous tâcherons donc au travers de l'étude des identités étatiques de l'Iran et de la Turquie de mettre en évidence et les rôles qui s'y rattachent. Par la suite, nous mettrons ceux-ci en perspective au regard de l'interprétation par Téhéran et Ankara des événements du printemps arabe.

L'identité étatique de la République islamique d'Iran

La révolution de 1979 a engendré de nombreux bouleversement dans la définition des identités de l'Etat iranien. D'une autocratie impériale se revendiquant d'une tradition vieille de 2500 ans, l'Iran est passé à un régime hybride : une république islamique où cohabitent deux souveraineté de prime abord antinomiques ; l'une divine, l'autre populaire. Alors que l'Iran des Pahlavi était érigé sur des principes tels que la laïcité, le nationalisme et la recherche de la modernité, la République islamique se revendique quant à elle d'une idéologie révolutionnaire et panislamique. Cette idéologie va servir de fondement à la redéfinition à la fois de l'identité nationale et de l'identité de l'Etat iranien. Théorisée par l'Ayatollah Khomeiny, le khomeinisme est centré autour de la doctrine du *velāyat-e faqīh*³⁷ qui se trouve à la base de la refonte des institutions étatiques en Iran³⁸. Sans nous attarder sur les modalités du fonctionnement institutionnel de la République islamique, précisons cependant que l'essence même de la doctrine du *velāyat-e faqīh* repose sur la primauté du juriste théologien. Véritable chef de l'Etat, ce Guide suprême est nommé à vie et occupe, en tant que régent, à la fois la

³¹ CATALINAC A. L., "Identity Theory and Foreign Policy: Explaining Japan's Responses to the 1991 Gulf War and the 2003 U.S. War in Iraq", in *Politics and Policy*, Vol. 35, No. 1, 2007, p. 76.

³² FINNEMORE M., SIKKINK K., "Tacking Stock: The Constructivist Research Program in International Relations and Comparative Politics", in *Annual Review of Political Sciences*, 2001, p. 399.

³³ Ibidem.

³⁴ KOWERT P., LEGRO J., "Norms, Identity, and Their Limits: A Theoretical Reprise", in KATZENSTEIN P. J., *The Culture of National Security Norms and Identity in World Politics*, Columbia University Press, 1996, pp. 451-497

³⁵ CATALINAC A. L., Op. Cit., p. 77.

³⁶ CATALINAC A. L., Op. Cit., p. 77.

³⁷ Doctrine sacralisant la primauté du juriste théologien sur la conduite des affaires de l'Etat en tant que régent de la communauté des croyants jusqu'à la fin de la période d'occultation et au retour du Mahdi, le douzième Imam caché pour les Chiites duodécimains.

³⁸ Pour une lecture approfondie sur le khomeinisme, voir : CUDSI A., *Islam and Power*, The Johns Hopkins University Press, 1981, 208 p. ; DIAB EL HARAKE H., *Les fondements religieux du pouvoir politique dans la République islamique d'Iran*, L'Harmattan, 2012, 200 p. ; MOTTAHEDEH R., *The Mantle of the Prophet. Religion and Politics in Iran (2th. Ed.)*, Oneworld, 2010, 424 p. ; NAHAVANDI F., "Le khomeinisme en Iran", in NAHAVANDI (ed.), *Mouvements islamistes et politiques*, L'Harmattan, 2009, pp. 85-98.

fonction de chef politique et celle de chef religieux pour la communauté des croyants en attendant le retour du Mahdi, c'est à dire le Messie pour les adeptes de l'Islam chiite duodécimain³⁹. Ce caractère islamique de la gestion des affaires de l'Etat se retrouve dans la Constitution iranienne dont la dernière version remonte à 1989⁴⁰. Il y est clairement stipulé que la souveraineté populaire est libre de s'exercer dans les limites imposées par le respect des principes islamiques, et que toute action entreprise par les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est effectuée sous le contrôle et la régence du Guide. L'identité islamique de l'Etat iranien est par ailleurs clairement exprimée et définie dans le premier chapitre de la Constitution. Cela dit, une des particularités du Chiisme réside dans la grande flexibilité qu'il prodigue tant à l'application et qu'à l'interprétation des principes de l'Islam⁴¹. Aussi, le khomeinisme stipule très clairement que le Guide, dont le pouvoir vise à la concrétisation de la loi religieuse dans la loi politique, peut suspendre cette même loi religieuse, s'il estime que l'intérêt de l'Etat le commande.

En révisant en profondeur les structures internes de l'Etat, le khomeinisme a donc par la même occasion remanié l'identité étatique de l'Iran en y incorporant une composante islamique. En terme de principes susceptibles d'impacter la politique étrangère, cette identité islamique met principalement l'accent sur l'importance de la poursuite de la justice au profit de l'homme au travers d'une distribution plus équitable du pouvoir et des richesses, ainsi que sur la révolte à l'égard de l'oppression⁴². Ainsi, selon le khomeinisme, le monde est divisé entre les *mostazafin* (les opprimés) et les *mostakbarin* (les oppresseurs) et le véritable Islam est inévitablement acquis à la lutte de l'opprimé contre l'opresseur. Une autre dimension de cette identité islamique réside dans sa réinterprétation du principe de *l'initizar*, lequel concerne l'anticipation du retour du douzième Imam en vue de l'établissement d'une véritable société juste. Alors qu'à l'origine ce principe rationalise l'apolitisme du clergé chiite, le khomeinisme en fournit une lecture selon laquelle le clergé doit au contraire prendre le leadership afin de transformer l'ordre social, préparant ainsi le retour du Mahdi⁴³. Cet optimisme dans la capacité de l'homme à transformer l'ordre social au service d'une société plus juste illustre l'utopisme islamique qui caractérise la pensée de Khomeiny⁴⁴. Par essence, cette identité islamique et ses principes se veulent universels pour l'ensemble de la communauté des croyants de confession musulmane. Le khomeinisme se veut donc transfrontalier et messianique, défendant l'application des normes de l'Islam

³⁹ Bien que minoritaire au sein du monde musulman, les Chiites représentent approximativement 90% de la population iranienne.

⁴⁰ Une première Constitution avait été élaborée en 1979 mais dans le cadre de ce working paper, les références à des articles de la Constitution iranienne sont issues du texte révisé de 1989. Pour une lecture comparative et commentée des Constitutions de 1979 et 1989, voir : POTOCKI M., *Constitution de la République islamique d'Iran, 1979-1989*, L'Harmattan, 2004, 120 p.

⁴¹ Cette particularité fait d'ailleurs dire aux Sunnites orthodoxes que le Chiisme n'est rien d'autre qu'une hérésie.

⁴² L'article 154 de la Constitution de 1989 indique ainsi que : "[...] elle (la République islamique d'Iran) soutient la lutte des opprimés pour la conquête de leurs droits contre les oppresseurs dans tous les points du globe". Il est à noter que cet article contient une certaine contradiction dans la mesure où il indique également dans son premier paragraphe que la République islamique doit s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures des autres Etats.

⁴³ CUDSI A., *Op. Cit.*, p. 89.

⁴⁴ Pour une lecture approfondie sur la relation entre l'utopisme et la révolution islamique, voir : RAJAEI F., "Iranian Ideology and Worldview: The Cultural Export of Revolution", in ESPOSITO J. L., *The Iranian Revolution: Its Global Impact*, University Press of Florida, 1990, pp. 63-80.

indépendamment des divergences de culte et de nationalité. Cet esprit révolutionnaire et cette volonté d'universalisme, très présent au lendemain de la révolution, vont cependant très vite s'essouffler sans pour autant disparaître totalement des discours officiels. En effet, le khomeinisme s'est essentiellement construit en tenant compte des spécificités culturelles de l'Iran. Aussi, il ne rencontra pas véritablement d'écho dans l'ensemble du monde musulman. Si le khomeinisme constitue l'héritage idéologique du père fondateur de la République islamique, il convient de souligner que le débat portant sur l'interprétation de ses principes n'est aujourd'hui pas clos. Bien que cela illustre le caractère dynamique de l'identité islamique en Iran, il en ressort que les discussions visent essentiellement à mieux accorder les principes du khomeinisme aux réalités sociales et internationales actuelles. De même, si l'existence d'un débat laisse la porte ouverte à de possibles évolutions, cela ne veut pas dire que celles-ci soient automatiques. De même, si évolution il devait y avoir, cette dernière ne s'effectuerait sans doute que très progressivement.

A côté de cette identité islamique, nous pouvons également identifier deux autres composantes qui interviennent dans l'élaboration globale de l'identité étatique de l'Iran actuel : le nationalisme et l'anti-impérialisme.

Le nationalisme iranien puise sa source dans la nostalgie de la grandeur des empires perses de la période préislamique⁴⁵. Le sentiment qu'il induit contribue à donner aux Iraniens et à leurs élites l'image d'un Iran endossant le rôle d'une puissance qui compte sur la scène internationale. A l'échelle régionale, il se traduit par le sentiment d'un destin particulier et naturellement hégémonique devant conduire l'Iran à assumer le leadership sur la région du Golfe⁴⁶. Il est intéressant de souligner que le nationalisme n'est pas un phénomène nouveau en Iran. Il était même l'une des principales composantes de l'identité étatique sous le règne du dernier Shah. Il est donc tout naturel que la révolution ait cherché à le discriminer au travers de son idéologie à vocation universelle. Cela dit, le déclenchement de la guerre Iran-Irak va rapidement remodeler les discours des élites révolutionnaires vers un contenu plus patriotique et nationaliste. A l'heure actuelle, cette composante nationaliste de l'identité constitue toujours une caractéristique itérative des discours tenus par les dirigeants iraniens. Elle s'illustre principalement par des références au glorieux passé du pays, à la grandeur de sa civilisation et à son rôle naturel de puissance régionale confrontée à la rivalité des pays arabes.

La composante anti-impérialiste de l'identité étatique iranienne est sans conteste la plus ambiguë dans la mesure où elle rencontre de manière partielle à la fois des éléments de l'identité islamique et à la fois des éléments s'apparentant au nationalisme⁴⁷. Cela dit, sa particularité réside dans le fait qu'elle ne provient pas d'éléments culturels ou d'une réflexion introspective mais bien d'un sentiment prégnant de rejet de l'autre. L'origine de ce sentiment de rejet est à chercher dans l'interventionnisme récurant des grandes

⁴⁵ Pour une lecture approfondie sur le nationalisme en Iran, voir : ANSARI A. M., *The Politics of Nationalism in Modern Iran*, Cambridge University Press, 2012, 327 p.

⁴⁶ REZA SHAH PAHLAVI M., *Answer to History*, Stein and Day, 1980, p. 156.

⁴⁷ Elle partage avec l'identité islamique le rejet de l'oppression et avec le nationalisme le souci de l'indépendance.

puissances dans les affaires intérieures de l'Iran au cours de ces deux derniers siècles⁴⁸. A cela s'ajoute l'animosité issue de la politique d'occidentalisation mise en œuvre par le dernier Shah, considérée en son temps comme une menace existentielle pour le particularisme culturel iranien⁴⁹. Il en a résulté un sentiment de victimisation et d'humiliation qui s'est traduit par la sacralisation des principes d'indépendance et d'autonomie dans le chef de l'Etat iranien. Les articles 152 et 153 de la Constitution de 1989 indiquent d'ailleurs clairement que la République islamique ne peut en aucun cas contracter d'accords qui compromettraient son indépendance⁵⁰ ou qui entraîneraient une domination étrangère. Ce sentiment de rejet de l'autre est encore aujourd'hui poussé à l'extrême dans les discours officiels. Il a par ailleurs engendré une sorte de schizophrénie collective qui est parfaitement illustrée par la tendance quasi naturelle qu'ont les Iraniens et leurs dirigeants à imaginer des théories conspirationnistes orchestrés par les puissances étrangères afin d'asseoir leur domination sur la République islamique⁵¹. Enfin, si ce rejet de l'étranger était à l'origine dirigée essentiellement contre l'Occident, son spectre semble aujourd'hui s'élargir dans la mesure où de plus en plus de voix s'élèvent en Iran pour dénoncer la trop grande influence de la Chine et de la Russie sur les affaires du pays.

Bien que la liste des composantes identitaires de l'Etat iranien que nous venons d'exposer ne soit pas exhaustive, elle semble toutefois en indiquer les plus importantes. En terme de rôle, nous pouvons estimer que la République islamique se conçoit notamment comme :

- La Puissance garante et protectrice de l'Islam chiite en opposition à l'Islam sunnite ;
- Un modèle de l'Islam politique pour le monde musulman ;
- Une grande puissance régionale au nationalisme prononcé en rivalité avec les puissances arabes du Golfe ;
- Un Etat hostile aux puissances occidentales et luttant contre l'injustice du néo-impérialisme.

L'identité étatique en Turquie

Tenter de dresser le portrait de l'identité étatique de la Turquie s'apparente à un exercice d'équilibriste dans la mesure où le débat identitaire est en soi toujours extrêmement vivace à l'intérieur du pays. Il y constitue même un sujet de conflit politique majeur dont l'intensité n'a cessé de croître au cours de la dernière décennie. Bien que ce débat ne soit pas récent, l'arrivée de l'AKP à la tête de l'Etat lui a donné une toute autre dimension en exacerbant les tensions relatives à la dichotomie de la religion avec la nature laïque de la Turquie. Sans nous attarder sur ce conflit identitaire qui relève de l'ordre interne, nous choisissons ici de développer les caractéristiques de l'identité étatique telles que définies et défendues par l'AKP. Dans la mesure où le parti

⁴⁸ A titre d'exemples : les Russes et Britanniques entre 1906 et 1911 ainsi qu'en 1941, ou encore les Américains et Britanniques en 1953.

⁴⁹ L'écrivain et essayiste iranien Jalal Al-e Ahmad synthétisa ce sentiment d'invasion culturelle occidentale sous le concept de *gharbzadegi*. Ce terme persan ne possède pas de traduction littérale en français mais on peut le comprendre comme désignant une intoxication, une maladie engendrée par l'Occident. Il est encore à l'heure actuelle régulièrement repris dans les discours et déclarations des officiels iraniens.

⁵⁰ Le terme "indépendance" est ici à comprendre au sens large dans la mesure où il fait également référence à la liberté d'action de l'Etat.

⁵¹ La rhétorique tenue dans le cadre de la question nucléaire iranienne en est une parfaite illustration.

du premier ministre jouit d'une majorité parlementaire absolue depuis son accès au pouvoir en 2002, nous posons comme principe que sa vision de la Turquie et du monde a façonné de manière significative celle de l'Etat turc depuis ces douze dernières années.

A l'inverse des partis islamiques traditionnels, l'identité de l'AKP ne s'est pas construite en opposition à l'Occident. Le parti s'est au contraire montré extrêmement modéré et a, dans une certaine mesure, embrassé certaines valeurs occidentales tels que la démocratie, le respect pour les droits de l'homme et l'Etat de droit⁵². L'AKP s'est toujours défendu d'être un parti islamiste. Officiellement, il se définit comme un parti « démocrate conservateur » et il s'identifie volontiers aux partis chrétien-démocrates européens. Il se défend également de vouloir imposer les principes de l'Islam à l'ensemble de la société turque tout en mettant l'accent sur le fait que ses membres, en tant que bons Musulmans, possèdent une approche plus éthique de la politique que chez les autres partis. Autrement dit, selon l'AKP, les valeurs de l'Islam octroient une plus grande morale à ses élus sans pour autant déterminer leurs agendas politiques. Pas de projets islamistes donc mais bien une apologie de la piété et de la dévotion. Cette assertion peut cependant être sujette à discussion dans la mesure où de nombreuses lois promulguées au cours de ces dernières années ont alimenté la controverse sur la possibilité d'un « agenda islamiste caché » par l'AKP. Ainsi, le Premier ministre Erdogan défend le port du foulard dans les institutions publiques au nom des libertés individuelles et du droit à revendiquer son identité musulmane, mais il cloue dans le même temps au pilori la consommation d'alcool et le droit à l'avortement au nom de la moralité. De même, il affirme que l'AKP n'est pas un parti islamiste mais bien le parti de tous les Turcs tout en affirmant que l'Islam est la première caractéristique identitaire de la Turquie, au détriment de la turcité⁵³. La fréquence de ce type de discours et de lois à consonance islamiste s'est progressivement intensifiée à partir de 2007, comme une illustration de la prise de confiance croissante de l'AKP qui n'a cessé de voir son score électoral augmenter. Il faut reconnaître toutefois que le processus est progressif et ne vise pour l'instant que les questions de société, ce qui fait dire aux détracteurs de l'AKP que celui-ci poursuit une politique d'islamisation rampante de la société en vue de préparer l'islamisation des structures institutionnelles de l'Etat. Que cette affirmation se vérifie ou non dans l'avenir, il n'en demeure pas moins que si les références à l'Islam sont indéniables dans le chef de l'Etat turc d'aujourd'hui, elles demeurent cependant cantonnées pour l'heure à des questionnements d'ordre moral.

Nonobstant les critiques des kémalistes, la Turquie demeure un Etat démocratique et laïc au regard de sa loi fondamentale⁵⁴. L'observation empirique des pratiques politiques des gouvernements AKP soulève cependant de nombreuses critiques. En effet, bien que le Premier ministre Erdogan ait renforcé les libertés individuelles et l'Etat de droit dans les textes de lois, il n'en demeure pas moins que l'application de ces mêmes textes semble reposer sur des critères de « deux poids, deux mesures », en fonction des intérêts de son parti. Aussi, bien que la Turquie de l'AKP remplisse officiellement les

⁵² RABASA A., LARABEE F., *The Rise of Political Islam in Turkey*, RAND National Defense Research Institute, 2008, p. 48.

⁵³ "Türklügümle Oynamayın", in *Milliyet*, 15 décembre 2005.

⁵⁴ Il convient cependant de signaler qu'une réforme constitutionnelle est prévue à l'horizon 2015 et que cette dernière prévoit de diminuer les pouvoirs de l'armée et de la justice en tant qu'institutions garantes de la laïcité étatique.

critères de Copenhague depuis 2004, de nombreux ajustements demeurent nécessaire en vue d'une application plus stricte de l'esprit de ces critères.

En plus de ses identités islamique et laïque-démocratique, la Turquie demeure également un Etat profondément marqué par le nationalisme issu de la pensée kémaliste. Ce sentiment de grande nation au destin particulier a été récupéré par l'AKP et se retrouve aujourd'hui interprété de telle manière qu'il se combine parfaitement avec la composante islamique de l'Etat turc. Le dernier manifeste politique de l'AKP est particulièrement illustratif à cet égard. Alors qu'il décrit la vision du pays par le parti jusqu'en 2023, son slogan n'est ni plus ni moins que « Büyük millet, büyük güç » qui se traduit littéralement par « Grande nation, grande puissance »⁵⁵.

L'impact de ces différentes facettes identitaires se retrouve dans la doctrine de politique étrangère de l'AKP. A la fois théoricien et architecte de la mise en œuvre de cette doctrine, l'académicien Ahmet Davutoglu a été le principal conseiller du Premier ministre Erdogan de 2002 à 2009 pour les affaires internationales avant d'endosser le rôle de Ministre des affaires étrangères ; poste qu'il occupe encore aujourd'hui. Son ouvrage, « Profondeur stratégique », publié en 2001, peut véritablement être considéré comme le manuel explicatif des grands principes du « néo-ottomanisme » qui guide la politique étrangère de l'AKP⁵⁶. Ainsi selon Davutoglu, en tant qu'héritière naturelle de l'Empire ottoman, la Turquie a vocation à s'élever au rang de grande puissance globale, à l'identité multirégionale et islamique⁵⁷. Pour ce faire selon lui, Ankara doit mener une diplomatie proactive à 360° et endosser le rôle de puissance structurante de son environnement. Dans cette perspective, le principal atout de la Turquie réside dans son *softpower* au travers de son modèle politique qui allie à la fois les principes démocratiques de l'Etat de droit et la reconnaissance d'une identité islamique⁵⁸. Dans la pratique, l'action politique doit être guidée par le principe du « zéro problème avec les voisins ». Selon Davutoglu, cela implique de mener une politique étrangère axée sur le dialogue et la diplomatie dans un cadre régional dépassant les simples rapports bilatéraux⁵⁹. Une autre caractéristique de la pensée de Davutoglu réside dans sa défiance à l'égard des puissances occidentales. Bien qu'il ne soit pas fondamentalement anti-occidental, il insiste sur la nécessité pour la Turquie de mener une politique étrangère indépendante. Par ailleurs, il interprète l'animosité entre le monde occidental et le monde musulman comme relevant de la responsabilité de l'Occident. Ainsi, dans un article datant de 1997, il va jusqu'à dénoncer une instrumentalisation de la peur de l'Islam par les élites occidentales qui vise selon lui à miner les potentialités de développement du monde musulman⁶⁰. Aussi, bien qu'il ne remette pas en cause le partenariat qui lie la Turquie aux puissances occidentales, il exprime explicitement que

⁵⁵ Ce manifeste est disponible à l'URL suivante : http://www.akparti.org.tr/site/akparti/2023-siyasi-vizyon#bolum_

⁵⁶ DAVUTOGLU A., *Stratejik Derinlik: Turkiye'nin Uluslararası Konumu*, Kure Yayinlari, 2001, 584 p.

⁵⁷ WALKER J., "Learning Strategic Depth: Implications of Turkey's New Foreign Policy Doctrine", in *Insight Turkey*, Vol. 9, No. 3, July 2007, pp. 33-34.

⁵⁸ DAVUTOGLU A., "Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007", in *Insight Turkey*, 2008, Vol. 10, No. 1, p. 80.

⁵⁹ DAVUTOGLU A., "Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007", Op. Cit., p. 96.

⁶⁰ DAVUTOGLU A., "The Clash of Interests: An Explanation of the World (Dis)Order", in *Perceptions Journal of International Affairs*, 1997, Vol. II, No. 4, p. 3

la Turquie doit se trouver sur un pied d'égalité avec ses partenaires⁶¹. La doctrine de politique étrangère d'Ankara sous l'AKP reprend donc les principales caractéristiques identitaires de la Turquie. Les références à la nature islamique et démocratique de l'Etat turc y sont abondamment répétées et l'auto-perception en tant que grande puissance à vocation globale embrasse l'idéal du nationalisme turc.

En terme de rôle, nous pouvons définir que la Turquie se conçoit notamment comme :

- Une grande puissance multirégionale et islamique au développement pacifique devant jouer un rôle proactif dans la structuration de son environnement ;
- Un modèle politique pour le monde musulman alliant principes démocratiques, identité islamique et croissance économique ;
- Un partenaire des puissances occidentales se trouvant sur un pied d'égalité avec ces dernières.

L'Iran et la Turquie face au Printemps arabe

Tant aussi bien à Ankara qu'à Téhéran, l'éclatement soudain du Printemps arabe a constitué une surprise à laquelle les dirigeants des deux Etats n'étaient pas préparés. Par ailleurs, il est remarquable de constater à quel point les deux Etats ont fourni des interprétations diamétralement différentes de ces événements. Ces divergences de vues ont d'ailleurs contribué à dégrader depuis lors les relations entre l'Iran et la Turquie, principalement à cause de la question syrienne, montrant ainsi les limites du principe du « zéro problème avec les voisins » cher à la diplomatie turque.

Très rapidement après le déclenchement des premières contestations populaires, l'Iran a fourni deux interprétations en fonction des cas. Dans les pays arabes traditionnellement proches des puissances occidentales (Egypte, Tunisie, Bahreïn), les soulèvements ont été perçus comme l'illustration du rejet de la politique d'oppression des leaders assujettis aux intérêts occidentaux et de leurs régimes despotiques et laïcs. Dans sa communication officielle, l'Etat iranien ne parle d'ailleurs pas de Printemps arabe mais bien de *bidari-e Islami* qui peut se traduire littéralement par « réveil islamique ». Pour Téhéran, le déclenchement du Printemps arabe s'aligne dans la continuité de la révolution de 1979 et la République islamique est donc le modèle logique des protestataires⁶²⁶³. Avec la Tunisie et l'Egypte, où les partis islamistes ont très rapidement occupé le devant de la scène politique, la République islamique a mené une diplomatie particulièrement proactive en multipliant les visites officielles de rang ministériel et en mettant sur la table une multitude de propositions d'accords. En complément de son soutien politique et financier affiché aux partis islamistes, l'Iran a également mis en garde ces derniers contre de possibles complots occidentaux visant à les renverser. Parallèlement à l'agitation de ce spectre d'une intervention étrangère, la République islamique en a d'ailleurs profité pour proposer à certains de mettre en place une coopération en matière de défense⁶⁴.

⁶¹ *Political Vision of the AK Parti. Politics, Society and the World. Great Nation, Great Power. Target 2023*, Septembre 2012, p. 58.

⁶² "Iran's Supreme Leader: Recent Developments in Egypt, Tunisia and other Muslim Countries are based on Islamic Revolution", *Trend Daily News*, 4 février 2011.

⁶³ Pour une lecture critique concernant les similitudes et divergences entre le Printemps arabe et la révolution de 1979, voir : KURZMAN C., "The Arab Spring: Ideals of the Iranian Green Movement, Methods of Iranian Revolution", in *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 44, No. 1, 2012, pp. 162-165.

⁶⁴ "Iran Says Ready for Defense Cooperation With Libya, Tunisia, Egypt", *ISNA*, 29 octobre 2011.

L'Iran a porté une attention toute particulière à la situation au Bahreïn en raison du fait que la majorité de la population (60%) y soit de confession chiite alors que la famille régnante appartient quant à elle à la minorité sunnite. Téhéran en a profité pour accuser les occidentaux de « deux poids, deux mesures » dans leur volonté de défendre les revendications populaires en faveur de plus de démocratie⁶⁵. En effet, bien que les Etats-Unis se soient montrés particulièrement enclin à soutenir les protestataires dans les autres pays du monde arabe, la présence du QG de leur 5^{ème} flotte au Bahreïn les a poussé à passer sous silence la répression violente des autorités sunnites. Celles-ci ont d'ailleurs accusé l'Iran d'alimenter les troubles et ont demandé une intervention armée de l'Arabie saoudite pour ramener le pays au calme. Le cas du Bahreïn est particulièrement intéressant dans la mesure où il combine de multiples éléments de l'identité iranienne : la rivalité avec l'Arabie saoudite, l'anti-impérialisme, la solidarité chiite et l'antagonisme avec les Sunnites.

A l'égard de la Libye, les autorités iraniennes ont présenté les événements comme le fruit d'un complot néo-impérialiste occidental visant à renverser le régime du Colonel Kadhafi⁶⁶. Elles ont particulièrement insisté sur le fait que celui-ci était tombé sous les bombes occidentales alors que la Libye s'était mise en conformité avec les revendications américaines – notamment au sujet de son programme d'armes de destruction massive – au cours de la dernière décennie.

Dans le cas de la Syrie dont le régime de Bachar el-Assad est un allié régional stratégique de Téhéran, les autorités iraniennes ont encore plus lourdement insisté sur la manipulation des manifestations par les puissances occidentales et les monarchies du Golfe. Dans la rhétorique de Téhéran, les protestataires ne sont que des agents terroristes à la solde des puissances étrangères⁶⁷. L'Iran va dès lors très rapidement apporter un soutien politique et militaire à son traditionnel allié, officiellement au nom de l'anti-impérialisme et de la défense des minorités chiites.

La Turquie s'est quant à elle montrée particulièrement prudente au regard des événements du Printemps arabes, avançant ses pions à pas feutrés à mesure que s'éclaircissaient les différentes situations. Dans le cas de la Tunisie, Ankara n'a cependant pas dû attendre longtemps avant de prendre position. En effet, les protestataires ont dès le début des manifestations scandé des slogans faisant référence au « modèle turc » illustrant ainsi l'effet du *softpower* de la Turquie tel que décrit par A. Davutoglu⁶⁸. Ankara en a dès lors profité pour présenter la Tunisie comme un modèle révolutionnaire pour le reste du monde arabe⁶⁹. Rachel Ghannouchi, le président du parti islamique tunisien Ennahda, fait lui-même le lien avec le « modèle turc », quand il déclare que son parti s'inspire ouvertement de l'AKP qui a su réconcilier « l'Islam et la modernité »⁷⁰. La diplomatie turque s'est dès lors attelée à entretenir ce terreau perméable à son influence au travers de l'intensification des échanges diplomatiques et

⁶⁵ "As Protests Mount, Saudi and U.A.E. Troops enter Bahrain ; Opposition condemns 'occupation' force, and Iran Calls move 'Invasion'", *The Independent Herald Tribune*, 16 mars 2011.

⁶⁶ "Iran Condemns NATO Strikes on Lybia", *Press TV*, 21 juin 2011.

⁶⁷ "Western Plot", *Reuters*, 12 avril 2011.

⁶⁸ "Look Around and Then Look at Us", *Hurriyet*, 1er février 2011.

⁶⁹ "Turkey Says Tunisia Revolt Could Be Model for Others", *Today's Zaman*, 22 février 2011.

⁷⁰ "Turkish Political Experience 'Inspire the Arab World'", *Hürriyet Daily News*, 3 mars 2011.

économiques entre les deux pays. Illustration de ce succès, le Président turc devient, en mars 2012, le premier chef d'Etat étranger à s'adresser au Parlement tunisien post-révolutionnaire. Il en profitera d'ailleurs pour vanter à nouveau les mérites du « modèle turc » appliqué à la Tunisie⁷¹.

En Egypte cependant, il n'y a point de référence au « modèle turc » dans un premier temps. Cela n'empêche cependant pas le Premier ministre Erdogan de mettre en garde le Président Moubarak en appelant à son départ au nom du respect de la volonté populaire⁷². Une fois le raïs déchu, la diplomatie turque se montre particulièrement énergique, ce qui permet au Président turc de devenir le premier chef d'Etat à rencontrer les représentants intermédiaires du pouvoir égyptien, dès mars 2011. La Turquie tente dès lors de promouvoir son « modèle » mais elle se heurte à l'animosité d'une partie des Frères musulmans qui rejettent le principe de la laïcité⁷³. En dépit de ce rejet, il faut cependant souligner que selon une enquête d'opinion publiée en mai 2012 et réalisée par le Brooking Institution, 54% des Egyptiens se sont prononcés en faveur de l'adoption par l'Egypte du modèle politique turc⁷⁴. Toujours selon cette étude, Erdogan apparaît comme le leader musulman le plus admiré avec 63% des opinions favorables.

La Libye a représenté un exercice périlleux pour la diplomatie turque. Opposé dans un premier temps à toute sanction ou intervention militaire pour régler le conflit, Ankara va chercher à se poser en médiateur entre les différentes parties, sans succès. Suite au vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, Ankara va revoir sa position en vue d'espérer pouvoir s'assurer un rôle dans l'avenir de la Libye post-Kadhafi. Une fois le régime tombé, Ankara va à nouveau mener une diplomatie proactive en axant son action autour de son *softpower*⁷⁵. Le résultat apparaît cependant aujourd'hui très décevant en raison de la dégradation de l'environnement sécuritaire dans le pays.

Dans le cas du Bahreïn, la Turquie a opté dans un premier temps pour une position attentiste, lançant juste sporadiquement des appels à « l'abstention de la violence »⁷⁶. Les raisons cette passivité peuvent s'expliquer par le souhait de ne pas aggraver une situation qui pourrait exacerber les vellétés confessionnelles dans le Golfe et par conséquent déstabiliser l'ensemble de la région. Cela dit, l'interventionnisme de l'Arabie saoudite poussera Ankara à se proposer comme médiateur au conflit. Le Conseil de Coopération du Golfe s'y opposera mais saluera dans le même temps les critiques d'Ankara formulées à l'encontre de l'ingérence iranienne dans les affaires du Bahreïn⁷⁷.

⁷¹ "President Gül: Tunisia on Track to Repeat Turkish Success", *Today's Zaman*, 9 mars 2012.

⁷² "Erdogan Tells Egypt's Mubarak He Should Listen to His People", *Bloomberg*, 1er février 2011.

⁷³ "Islamists Criticize Turkish Premier's 'Secular' Remarks", *The Wall Street Journal*, 15 septembre 2011.

⁷⁴ BROOKING INSTITUTION, *What Do Egyptians Want? Key Findings from the Egyptian Public Opinion Poll*, Brooking Institution, Report, No. 21, mai 2012, <http://www.brookings.edu/research/reports/2012/05/21-egyptian-election-poll-telhami>

⁷⁵ Par exemple, "Turkish Premier Promises Continued Support for Libya", *Anatolia* via BBC Monitoring Europe, 26 février 2012.

⁷⁶ "Turkey Urges Respects for Freedoms in Bahrain Turmoil", *AFP*, 18 février 2011 et "Turkey Opts for Caution Regarding Bahrain", *Southeast European Times*, 4 mars 2011.

⁷⁷ "Iran, Turkey Urge Regional States to Help Resolve Crisis in Bahrain", *Fars News Agency*, 5 avril 2011 ; "Manama Says Turkey Isn't Mediating in Bahrain", *Kuwait News Agency*, 5 avril 2011.

Sans nous attarder sur la Syrie qui représente un cas éminemment complexe, il convient de préciser qu'Ankara a dans un premier temps fait preuve de beaucoup d'indulgence envers le régime de Damas. Dès le départ, l'accent a été mis sur une solution négociée et sur la nécessité d'entreprendre des réformes politiques susceptibles de maintenir Bachar el-Assad au pouvoir. L'objectif était ici de ne pas perdre les acquis de la politique du « zéro problème avec les voisins ». Cependant, la violence croissante et les rejets des propositions turques vont pousser Ankara à revoir sa position. A partir d'août 2011, la Turquie modifiera complètement son orientation et s'engagera pour un départ de Assad. Elle accueillera dès lors régulièrement les sommets de l'opposition syrienne et elle laissera les forces rebelles utiliser son territoire comme base arrière. La Turquie est à l'heure actuelle toujours extrêmement préoccupée par la situation en Syrie qui constitue pour elle un souci sécuritaire majeure.

Mise en perspective et conclusion

Sans juger du succès de leurs politiques, nous pouvons synthétiser les rôles identitaires exprimés par la Turquie et l'Iran au regard du printemps arabe comme suit :

Légende : (X) rôle activé dans un second temps ; X : rôle activé initialement ; XX : rôle activé initialement et intensément affirmé.

Implication de la République islamique d'Iran

	Puissance chiite	Modèle de l'Islam politique	Puissance régionale nationaliste	Puissance anti-impérialiste
Tunisie		X		X
Egypte		X		X
Bahreïn	XX	X	X	XX
Libye				XX
Syrie	X		XX	XX

Implication de la Turquie

	Puissance multirégionale, islamique et proactive	Modèle politique - AKP	Partenaire des puissances occidentales
Tunisie	XX	XX	X
Egypte	XX	X	X
Bahreïn	(X)		X
Libye	X	X	(X)
Syrie	XXX		(X)

Comme première observation, nous pouvons remarquer que dans les deux cas, les rôles les plus présents sont ceux formellement reconnus par des documents officiels. Ainsi pour l'Iran, son rôle de puissance anti-impérialiste est formellement inscrit dans sa Constitution. Son statut de modèle de l'Islam politique est quant à lui soutenu par les textes du khomeinisme qui guident, toujours la Constitution, le fonctionnement de l'Etat. La rhétorique anti-impérialiste a été particulièrement forte dans les cas de la Libye, de Bahreïn et de la Syrie, autrement dit, là où l'Iran a dénoncé une ingérence étrangère. Le modèle iranien à quant à lui été défendu comme alternative politique uniquement dans les Etats où les régimes prérévolutionnaires étaient traditionnellement favorables aux puissances occidentales. Pour la Turquie, son rôle de puissance multirégionale, islamique et proactive se retrouve dans les ouvrages de A. Davutoglu ainsi que dans les manifestes et déclarations gouvernementales de l'AKP. Il en va de même pour le statut de partenaire qui lie la Turquie aux puissances occidentales. Comme déjà souligné précédemment, ce partenariat doit se concevoir selon la Turquie sur base d'un pied d'égalité. Aussi cette relation privilégiée ne doit pas entraver la liberté d'action d'Ankara. Dans les cas de la Tunisie, de l'Égypte et de Bahreïn, la Turquie s'est retrouvée en phase avec la diplomatie souhaitée par Washington et les deux Etats ont dès lors collaborés dès le début. Dans les cas de la Syrie et de la Libye en revanche, la Turquie a d'abord privilégiée son propre agenda diplomatique, avant de s'aligner sur les puissances occidentales en raison des échecs essuyés par sa diplomatie. En ce qui concerne son rôle de puissance multirégionale proactive, nous pouvons observer que l'intensité de son engagement diplomatique et politique est plus important dans les anciennes possessions ottomanes et plus encore si celles-ci font partie de son voisinage direct. De son côté, le nationalisme iranien s'est particulièrement manifesté dans les cas de Bahreïn et de la Syrie, autrement dit là où la République islamique s'est retrouvée en rivalité avec les puissances arabes du Golfe. C'est également dans les cas de Bahreïn et de la Syrie que l'Iran a tenu des discours engageant sa responsabilité vis-à-vis des minorités chiites. Dans ces deux cas, il y a donc eu superposition l'animosité Arabes/Iraniens et Sunnites/Chiites. En ce qui concerne la promotion de l'exportation par l'AKP de son « modèle turc », celle-ci semble devoir être relativisé. Hormis la Tunisie où il y a véritablement eu plébiscite envers cette alternative politique, les autres Etats arabes n'ont pas fait mine de souhaiter embrasser ce modèle à leur tour et ce nonobstant la popularité de la Turquie et de son premier ministre auprès de la rue arabe⁷⁸.

Au regard de cette conclusion, quelques remarques critiques semblent devoir s'imposer. Le caractère prolifique des recherches scientifiques concernant le constructivisme, les identités, les rôles et les normes en relations internationales est tel qu'un approfondissement du cadre théorique demeure possible et s'avère nécessaire pour palier aux lacunes de notre réflexion. Par ailleurs, le faible échantillonnage des cas observés ne nous permet pas de conclure avec certitude à une quelconque corrélation entre un comportement politique et une identité ou un rôle attribué à l'Etat. Le problème de la prédictibilité comportementale n'est donc pas résolu. De même, les identités et rôles décrits au cours de cette réflexion ne constituent en rien une liste exhaustive et mériteraient d'être approfondies et complétées. Enfin, une analyse formelle et plus approfondie des discours tenus par les dirigeants iraniens et turcs

⁷⁸ Bien que le cadre limité de ce working paper ne nous permette pas d'étayer nos dires, il convient de signaler que plusieurs études démontrent que la Turquie était l'Etat musulman le plus populaire au sein du monde islamique au lendemain du Printemps arabe.

concernant les événements du Printemps arabe nous permettrait d'affiner le lien entre norme comportementale et rôle identitaire.

Bibliographie

Ouvrages et articles scientifiques

- ANSARI A. M., *The Politics of Nationalism in Modern Iran*, Cambridge University Press, 2012.
- BARTHE S., DAVID C.-P., "La politique étrangère", in BALZACQ T., RAMEL F., *Traité de relations internationales*, Sciences Po., 2013.
- BERNSTEIN M., "Identity Politics", in *Annual Review of Sociology*, Vol. 31, 2005.
- BROOKING INSTITUTION, *What Do Egyptians Want? Key Findings from the Egyptian Public Opinion Poll*, Brooking Institution, Report, No. 21, mai 2012, <http://www.brookings.edu/research/reports/2012/05/21-egyptian-election-poll-telhami>
- CATALINAC A. L., "Identity Theory and Foreign Policy: Explaining Japan's Responses to the 1991 Gulf War and the 2003 U.S. War in Iraq", in *Politics and Policy*, Vol. 35, No. 1, 2007.
- CONNOLLY W., *Identity/Difference*, Princeton University Press, 1991.
- CUDSI A., *Islam and Power*, The Johns Hopkins University Press, 1981.
- DAVUTOGLU A., "The Clash of Interests: An Explanation of the World (Dis)Order", in *Perceptions Journal of International Affairs*, 1997, Vol. II, No. 4.
- DAVUTOGLU A., *Stratejik Derinlik: Turkiye'nin Uluslararası Konumu*, Kure Yayinlari, 2001.
- DAVUTOGLU A., "Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007", in *Insight Turkey*, 2008, Vol. 10, No. 1.
- DIAB EL HARAKE H., *Les fondements religieux du pouvoir politique dans la République islamique d'Iran*, L'Harmattan, 2012.
- FINNEMORE M., SIKKINK K., "Tacking Stock: The Constructivist Research Program in International Relations and Comparative Politics", in *Annual Review of Political Sciences*, 2001.

- HOUGHTON D. P., Reinigorating the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach, in *Foreign Policy Analysis*, Vol. 3, No. 1, 2007.
- KOWERT P., LEGRO J., "Norms, Identity, and Their Limits: A Theoretical Reprise", in KATZENSTEIN P. J., *The Culture of National Security Norms and Identity in World Politics*, Columbia University Press, 1996.
- KURZMAN C., "The Arab Spring: Ideals of the Iranian Green Movement, Methods of Iranian Revolution", in *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 44, No. 1, 2012.
- LEBOW R. N., *A Cultural Theory of International Relations*, Cambridge University Press, 2008.
- MALESEVIC S., *Identity as Ideology*, Palgrave Macmillan, 2006.
- MALONEY S., "Identity and change in Iran's Foreign Policy", in TELHAMI S. (ed.), BARNETT M. (ed.), *Identity and Foreign Policy in the Middle East*, Cornell University Press, 2002.
- MORGENTHAU H. J., *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace (7th ed.)*, McGraw Hill, 2006.
- MOTTAHEDEH R., *The Mantle of the Prophet. Religion and Politics in Iran (2th. Ed.)*, Oneworld, 2010.
- NAHAVANDI F., "Le khomeinisme en Iran", in NAHAVANDI (ed.), *Mouvements islamistes et politiques*, L'Harmattan, 2009.
- POTOCKI M., *Constitution de la République islamique d'Iran, 1979-1989*, L'Harmattan, 2004.
- RABASA A., LARABEE F., *The Rise of Political Islam in Turkey*, RAND National Defense Research Institute, 2008.
- RAJAEI F., "Iranian Ideology and Worldview: The Cultural Export of Revolution", in ESPOSITO J. L., *The Iranian Revolution: Its Global Impact*, University Press of Florida, 1990.
- REZA SHAH PAHLAVI M., *Answer to History*, Stein and Day, 1980.
- SMITH A., *National Identity*, University of Nevada Press, 1991.
- SMITH A., *Nationalism (2th ed.)*, polity, 2010.
- TELHAMI S. (ed.), BARNETT M. (ed.), *Identity and Foreign Policy in the Middle East*, Cornell University Press, 2002.

- WALKER J., "Learning Strategic Depth: Implications of Turkey's New Foreign Policy Doctrine", in *Insight Turkey*, Vol. 9, No. 3, July 2007.
- WALTZ K.N., *Theory of International Politics*, Waveland Pr Inc, 2010.
- WENDT A., "Collective Identity Formation and the International State", in *The American Political Science Review*, Vol. 88, No. 2, June 1994.
- WENDT A., *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999.
- WENDT A., "The State as Person in International Theory", in *Review of International Studies*, Vol. 30, No 2, April 2004.

Articles et dépêches de presse

- "As Protests Mount, Saudi and U.A.E. Troops enter Bahrain ; Opposition condemns 'occupation' force, and Iran Calls move 'Invasion'", *The Independent Herald Tribune*, 16 mars 2011.
- "Erdogan Tells Egypt's Mubarak He Should Listen to His People", *Bloomberg*, 1er février 2011.
- "Iran's Supreme Leader: Recent Developments in Egypt, Tunisia and other Muslim Countries are based on Islamic Revolution", *Trend Daily News*, 4 février 2011.
- "Iran, Turkey Urge Regional States to Help Resolve Crisis in Bahrain", *Fars News Agency*, 5 avril 2011.
- "Iran Condemns NATO Strikes on Lybia", *Press TV*, 21 juin 2011.
- "Iran Says Ready for Defense Cooperation With Libya, Tunisia, Egypt", *ISNA*, 29 octobre 2011.
- "Islamists Criticize Turkish Premier's 'Secular' Remarks", *The Wall Street Journal*, 15 septembre 2011.
- "Look Around and Then Look at Us", *Hurriyet*, 1er février 2011.
- "Manama Says Turkey Isn't Mediating in Bahrain", *Kuwait News Agency*, 5 avril 2011.
- "President Gül: Tunisia on Track to Repeat Turkish Success", *Today's Zaman*, 9 mars 2012.
- "Turkey Urges Respects for Freedoms in Bahrain Turmoil", *AFP*, 18 février 2011.

- “Turkey Says Tunisia Revolt Could Be Model for Others”, *Today’s Zaman*, 22 février 2011.
- “Turkey Opts for Caution Regarding Bahrain”, *Southeast European Times*, 4 mars 2011.
- “Turkish Premier Promises Continued Support for Libya”, *Anatolia* via BBC Monitoring Europe, 26 février 2012.
- “Turkish Political Experience ‘Inspire the Arab World’”, *Hürriyet Daily News*, 3 mars 2011.
- “Türklüğümle Oynamayın”, in *Milliyet*, 15 décembre 2005.
- “Western Plot”, *Reuters*, 12 avril 2011.

Autre

- *Political Vision of the AK Parti. Politics, Society and the World. Great Nation, Great Power. Target 2023*, Septembre 2012,
http://www.akparti.org.tr/site/akparti/2023-siyasi-vizyon#bolum_